

dimanche, 07 juillet 2013 10:50

Au motif d'être collabos du Hezbollah, vous êtes priés de partir !

IRIB- Réunissant six monarchies pétrolières du Golfe persique, le Conseil de Coopération

a annoncé, la semaine dernière, sa décision de vouloir annuler la carte de séjour des citoyens ayant des contacts avec le Hezbollah. Le Conseil a annoncé avoir visé tous les liens et échanges financiers et commerciaux de ce mouvement dans la région. Les monarchies arabes du Golfe persique ont décidé, en effet, de sanctionner le Hezbollah en raison du rôle qu'il joue en Syrie. Dans ce droit fil, tout citoyen libanais ayant contact avec ce mouvement fera, également, l'objet des poursuites judiciaires du Conseil de Coopération du Golfe persique. Citant Reuters, le quotidien Al-Qods al-Arabi a rapporté, récemment, que le Hezbollah a livré, aux côtés de l'armée syrienne, un combat contre les rebelles en Syrie, jouant ainsi un rôle clé dans la libération des villes importantes et stratégiques. Les rebelles sont soutenus et armés par les pays arabes du bassin du Golfe persique, donc, leur échec face aux forces de l'armée syrienne et du Hezbollah est considérée comme une défaite politique et stratégique ceux qui les appuient, c'est-à-dire, ces monarchies pétrolières. Sous la coupe de l'Arabie Saoudite, les pays arabes sunnites du Golfe persique ont soutenu les groupes armés anti-Assad, financièrement et militairement, avec pour objectif de renverser le gouvernement de Bashar al-Assad, allié d'Iran. Et dans ce droit fil que le Conseil de coopération du Golfe persique a annoncé, la semaine dernière, avoir décidé d'abroger la carte de séjour des citoyens ayant des liens avec le Hezbollah et de couper toutes les communications financières et commerciales de ce parti dans la région du Golfe persique. Cela a, parallèlement aux tensions actuelles en Syrie, a aiguisé les vieux clivages Sunnites/Chiïtes dans toute la région. Jeudi, à la réunion des responsables en charge de sécurité au sein du Conseil de Coopération du Golfe persique, réunissant l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Qatar, le Koweït, et le sultanat d'Oman, le général Khaled al-Abassi, représentant le Ministère bahreïni de l'Intérieur, a prétendu que la décision contre le Hezbollah a été prise suite à la découverte des réseaux suspects liés à ce mouvement, et qui étaient impliqués dans l'entraînement des combattants et de leur envoi en Syrie. A ce propos, Abdul Khaleh Abdullah, spécialiste des sciences politiques, dit : " Une telle opération, si elle s'avère vraiment, exacte, nuit, malheureusement, à tous ceux qui n'ont aucun rôle dans les évolutions actuelles du monde arabe, autrement dit, ce sont les citoyens ordinaires qui paient le prix de ces tiraillements politiques". Et de prétendre : " Le Hezbollah en est responsable, car il a osé franchir ses frontières, et se livrer, acharnement, au combat, aux côtés de l'armée et du gouvernement syriens, ce qui n'est pas acceptable aux yeux des pays arabes". Dans le même temps, l'Arabie Saoudite, les Emirats et le Qatar ont procédé à l'expulsion des citoyens libanais, au motif qu'ils mènent des activités en faveur du Hezbollah, en Syrie. Depuis juin, entre 17 et 18 libanais ont été expulsés du Qatar, a révélé une source sécuritaire qatarie, tandis que les analystes, suivant cette affaire, estiment que le nombre des Libanais, qui ont été expulsés des Emirats Arabes Unis, est beaucoup plus élevé. Hassan Alian, citoyen libanais, porte-parole des Chiïtes, expulsés des pays arabes du Golfe persique estime qu'au moins d'entre 20 et 30 citoyens chiïtes libanais ont été expulsés, durant le mois dernier, de l'Arabie Saoudite. A ce propos, il dit : " Je ne sais si cela est dans leur intérêt d'expulser des gens qui vivaient, depuis des années dans ces pays et leur avaient rendu, les meilleurs services ? L'on m'a expulsé, en 2009, des Emirats Arabes Unis, alors que cela faisait 27 ans que je vivais dans ce pays". Cela étant dit, l'expulsion des citoyens libanais des pays arabes littoraux du Golfe persique, sous prétexte d'avoir des contacts avec le Hezbollah, n'est pas une chose nouvelle, mais ce qui est nouveau, c'est son officialisation et sa médiatisation, et ce dans une



démarchée bien calculée et coordonnée des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe persique. Depuis années, les régimes arabes du bassin du Golfe persique sont sévères et durs vis-à-vis des Chiïtes; ils leur délivrent, difficilement, le permis de séjour et des visas. Certains analystes estiment que cette sorte d'attitude s'explique par la crainte de ces pays quant à la montée en puissance des Chiïtes; c'est sous le même prétexte qu'ils accusent l'Iran d'ingérence dans leurs affaires intérieures, ce qui a été, systématiquement, démenti, par Téhéran.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
